

PRIMAIRES  
CITOYENNES DE LA  
GAUCHE

PARTAGE 2017 : Le Projet

Avec Régis PASSERIEUX

# PRIMAIRES CITOYENNES DE LA GAUCHE PARTAGE 2017 : Le Projet

Le monde est en tension, violent dans ses rapports de force. L'Europe est déchirée, en proie au doute et à la désaffection. La France est en convulsion, en crise de devenir.

Nous léguons aux générations qui viennent un monde sans générosité. Nous ne leur offrons aucune vision. Nous ne savons plus poser des fondements et décrypter l'avenir, imaginer des solutions nouvelles dans un monde qui change.

La crise de confiance et d'identité qui en résulte conduit la société à la fermeture, à l'autoritarisme, à l'égoïsme, au risque de balayer les idées de progrès.

Nous sommes maintenant proche du moment où nous n'aurons le choix qu'entre un désuet thatchérisme à la française et l'extrême droite.

Le courage et la conviction d'affirmer un autre projet sont maintenant une urgence absolue.

Or, rien de tel ne se dessine dans la Primaire Citoyenne de la gauche organisée par le Parti Socialiste.

Le candidat de la gauche de gouvernement portera dans cette Primaire un projet qui reflète ce qui a été fait depuis cinq ans : la tentative d'accommoder à la marge le modèle social français actuel aux évolutions du monde. Cela ne fonctionne pas.

Un tel modèle est inadapté à la nouvelle économie de la fluidité et de la connaissance qui émerge. Il se révèle inefficace à créer de la richesse. Il n'est donc plus finançable. Il laisse des poches de pauvreté inacceptables. Il exclut du « faire ensemble » des millions de citoyens. Devant cette impasse, la tentation d'abandonner toute cohérence pour ne répondre qu'à des demandes catégorielles est un constat d'échec. Tout n'est pas évidemment négatif dans ce qui a été fait depuis cinq ans, mais ce modèle n'est pas tenable. Les français le perçoivent intuitivement : Il sera donc récusé devant la Nation, et peut-être dès les Primaires.

Dans une  
économie de la  
connaissance  
un nouveau  
contrat social



Les candidats de la contestation dans cette Primaire n'offrent en contrepoint aucune alternative viable : ils nous proposent de se fermer de l'extérieur et de revenir à une vision passéiste et classique du modèle social, qui a été opérant dans les années 60-70 mais qui ne l'est plus. Cela ne fonctionnera pas.

La nouvelle économie de la connaissance résulte de l'application de nouveaux modèles technologiques et d'une intelligence désormais collective, en réseau. Ces processus de production s'appliqueront, quelle que soit le degré d'ouverture de nos économies : la démondialisation est un leurre dangereux. Laissons-là à Trump. Ce projet de fermeture asséchera la richesse au nom d'un modèle de production et de répartition désuet. Il conduit à l'impasse économique, financière et sociale.

Les nouvelles générations aspirent à une société de liens, solidaire mais innovante, qui laisse place à l'initiative, à un nouvel écosystème de travail dans un monde ouvert.

Nous allons refuser ces deux chemins de l'échec : l'immobilisme de la gestion au coup par coup et le repli passéiste d'une gauche à l'ancienne.

Nous allons proposer dans la Primaire de la Gauche une autre voie : inventer et appliquer sans attendre un nouveau modèle social et environnemental de progrès, pour un nouveau cycle.

Ce modèle, c'est celui du Partage, qui est doit être la réponse de la gauche au changement de monde. Sa perspective est en mesure de mobiliser la société française bien au-delà de la gauche.

Nous devons poser résolument, dès cette Présidentielle, un nouveau modèle qui, comme en 1945, doit refonder le contrat social autour d'une idée nouvelle : pour nous, celle du Partage.

## POUR UNE NOUVELLE ECONOMIE DU PARTAGE

Le modèle libéral prôné par Milton Friedmann et les pays anglo-saxons est aujourd'hui en échec : il pouvait être imposé dans l'économie de services des années 80. Il est inadapté à la nouvelle économie de la connaissance dans laquelle nous sommes entrés.

Dans une nouvelle économie de la connaissance, c'est le Partage qui va créer de la valeur. C'est une chance pour les idées de gauche.

Que signifie : « Le Partage va créer de la valeur » ?

- Dans la nouvelle économie de la connaissance qui émerge, si l'entreprise investit en son sein dans l'intelligence du travail, et autour d'elle dans la capital sociétal et environnemental (son écosystème, les sous-traitants et les travailleurs indépendants qui l'irriguent de leurs idées et de leurs talents, les centres de savoir, le réseau collaboratif formé d'individus et d'autres entreprises dans lequel elle se déploie), alors la richesse créée, et son rendement financier, seront supérieurs.

- Cela a trois grandes conséquences :
  - D’abord le partage ne se fait plus après la production mais dans la production, au moment de la création de la valeur : la répartition efficace ne se fait plus après la production mais en son cœur.
  - Ensuite, l’entrepreneuriat, et notamment indépendant et relié, devient porteur de valeurs et de richesse sociale.
  - Enfin, cette économie de la connaissance permet de produire de manière locale et durable, avec de nouvelles technologies.
- Il faut organiser cette économie pour accélérer la création de la valeur. Cela passe par un changement fondamentalement le modèle et le contrat social issus de 1945. Ils étaient adaptés à une économie industrielle et taylorienne, et à l’économie de grands services standardisés. Ils sont obsolètes.

La Gauche doit avoir le courage de la rupture par de grandes mesures nouvelles :

- Créer un code et un droit de l’activité qui embrasse dans un seul droit, et un seul code, le droit du travail salarié et le droit de l’entrepreneur et de l’actif indépendant.
- Aller vers le local pour l’inventivité sociale et l’accompagnement vers l’emploi : toutes les dépenses de formation, d’insertion, de retour à l’emploi seront transférées et regroupées à l’échelon des nouvelles grandes régions, dans une Agence Régionale de l’Activité (ARA) présidée par le Président de Région mais paritaire et tripartite : élus ; syndicats ; entreprise et tiers secteur.
- Un revenu universel, Revenu de Libre Activité, sera mis en place mais géré, sous des normes nationales, région par région, dans le cadre de l’ARA ; mis en place progressivement, avec des différenciations possibles. Il est la clef de voute du nouveau contrat social en permettant des trajectoires riches avec un filet de sécurité mutualisé.
- Favoriser, par un nouveau droit de l’entreprise, les entreprises qui travaillent en réseau, et d’abord les TPE et les PME.
- Définir des indicateurs non monétaires qui seront intégrés dans le nouveau plan comptable général, mesurant l’implication dans son environnement sociétal et environnemental de l’entreprise, et favoriser fiscalement sur ces bases les entreprises investissant dans ces domaines.
- Favoriser l’épargne productive dans des produits financiers obligataires définissant un niveau de profit raisonnable dans la durée et selon des indicateurs identifiant le respect et la mise en valeur de l’environnement sociétal et naturel.

- Territorialiser, au plus près du terrain, le dialogue social : permettre des accords locaux déclinant les accords de branche, notamment en matière de temps et de conditions de travail ; créer par espace économique, un réseau dense de Bourses du Travail paritaires (élus ; syndicats ; entreprises) modernes, apportant des compétences sociales et un appui, aux actifs, salariés comme indépendants, et aux TPE et aux PME.

## POUR UNE SOCIÉTÉ DU LIEN ET DU PARTAGE

La Nation n'est pas une communauté froide, bureaucratique et juridique, verticale et hiérarchisée, surplombant des individus isolés, ramenés au seul rang de consommateurs de biens et de services. Il faut rompre avec ce modèle : la nation est une communauté affective, dans laquelle chacun, au-delà de ses droits, a aussi des devoirs d'implication. Neuf millions de pauvres dans un pays riche, ça suffit.

- Une société d'émancipation de la personne n'est pas une société atomisée. C'est une société du lien, dans laquelle sont confortés et reliés à tous les échelons les structures de solidarité et le faire ensemble : familles ; entreprises ; territoires ; nation ; Europe.
- Un environnement familial stable est une priorité : le projet de la gauche n'est pas la déstabilisation de la cellule familiale.
  - Le logement, le transport, pour l'apaisement des temps et des rythmes, et la petite enfance (allocations et supports scolaires, crèches..) seront privilégiés sur le plan budgétaire.
  - Contre le retour à une pseudo-famille « traditionnelle », mais en refusant une famille disloquée, il faut promouvoir une famille inclusive : tolérante, gardienne des règles essentielles de la vie en commun. Une famille solidaire, d'engagement.
- La participation des salariés à la décision de l'entreprise et sa vie économique et sociale est une nécessité impérieuse :
  - L'assouplissement des conditions économiques de licenciement doit être réservé aux entreprises qui associent en cogestion leurs salariés aux décisions essentielles.
  - Il faut rendre l'adhésion syndicale obligatoire, soit vers un syndicat représentatif, soit directement vers la Bourse du Travail.
  - L'entreprise n'est pas un lieu d'iniquité : le facteur 12 doit devenir une règle dans l'échelonnement des salaires dans une même entreprise.

- La reconquête des territoire perdus de la Nation est une priorité : les nouvelles grandes régions doivent se voir dotées par l'Etat de de tous les moyens aujourd'hui nationaux pour réirriguer et dynamiser tous les territoires ruraux et les banlieues. L'exode rural vers des pôles urbains concentrés ne doit plus être la priorité : dans une économie de la connaissance, des services privés et publics locaux, des dessertes appropriées, des réseaux technologiques rendent possibles le développement de micro-économies locales et une nouvelle ambition de vivification de la France « ruraine » et rurale.
- Neuf millions de pauvres démontrent l'échec de l'empilement opaque de mécanismes de redistribution technocratiques et enchevêtrés. La gauche doit en prendre en acte et rompre le nœud gordien par une différenciation claire et courageuse :
- C'est à l'échelon de l'activité que doit se faire une répartition juste dans une économie de la connaissance. L'intelligence du travail et toutes les formes du travail doivent être rémunérées, y compris par le Revenu de Libre Activité.
  - Pour le reste, les allocations financières hors stade de la production doivent être focalisées et sélectives vers les populations en grandes difficultés (sans logement ; populations handicapées ; autistes ; graves décrochés sociaux), qui ne sont pas soutenus aujourd'hui dignement.
- Lien entre les générations : c'est parce que nous sommes dans une société de devoir et non seulement de droits que nous devons arrêter de laisser par laxisme politique une dette massive à nos enfants.
- Il ne s'agit pas de mettre en oeuvre des politiques d'austérité qui sont néfastes à l'économie mais d'abaisser progressivement la dette, ce qui signifie plus de croissance et d'orienter les dépenses publiques vers des dépenses productives et d'investissement.
  - Il faut simplifier la gestion et mettre un terme par exemple au maquis des mutuelles qui préparent une assurance maladie à plusieurs vitesses.
  - La retraite doit être à 65 ans dans un régime unique, y compris avec les indépendants avec un mécanisme de points, mais à la carte et des exemptions et des droits différenciés pour les longs cotisants et les tâches pénibles.
- Il est absurde d'aborder la fonction publique sous l'angle quantitatif de la réduction des fonctionnaires. Il faut changer la fonction publique, en limitant à cinq les niveaux hiérarchiques, remettre sur le terrain les fonctionnaires, dans et avec la société. Cela veut dire la libérer de ses entraves : des lois trop techniques et détaillées, bureaucratiques ; le règne de circulaires rigides et illisibles ; une hiérarchie paralysante. Dans une société de l'information et de la connaissance, il faut une nouvelle fonction publique, plus libre et plus imaginative.

- Dans cette nouvelle économie, il faut un partage de la décision : moins de parlementaires, mais avec des moyens d'expertise et une capacité de proposition ; un aller et retour facilité entre le privé et les mandats ; un Sénat fusionné avec le CESE, et dont une partie des membres seront élus par les bourses du travail pour représenter le maillage territorial ; laisser à cette assemblée revivifiée le même pouvoir que l'Assemblée Nationale en matière de lois sociales et territoriales, et de droit de l'entreprise.

Une société du lien et du partage, c'est aussi une société du droit et des devoirs, avec des repères. Être de gauche, ce n'est pas seulement être consommateurs de droits : c'est une bienveillance de l'engagement. C'est un appel à la responsabilité de chacun dans la société.

## POUR UNE VISION EUROPEENNE ET INTERNATIONALE DU PARTAGE

- Le repli des deux grands pays anglo-saxons prônant un modèle économique ultra-libéral est à la fois un risque et une chance. Le risque de fermeture et d'un monde manipulé sans concertation par une finance internationale reconcentrée et un rapport de force militaire. La chance à partir de l'Europe de pouvoir proposer un autre modèle. Une chance à ne pas manquer et à organiser, en sortant d'une logique défensive et de soumission. Nous n'avons pas le choix : nous devons prendre des initiatives internationales en y développant une nouvelle vision, sans crainte d'installer pour défendre cette vision un rapport de force.
- Avec le Brexit, nous devons entamer avec l'Allemagne un dialogue approfondi sur un nouveau contrat et modèle social à l'âge de l'économie de la connaissance. L'Allemagne, comme la France, doit changer de modèle économique et social. Cette exigence de rupture est une opportunité de se retrouver, en allant directement vers l'économie et la société de demain, et non discuter celle d'hier. Une fois défini, y compris en matière fiscale et sociale, il doit être travaillé avec les autres pays européens et faire l'objet d'un projet politique européen à dix ans, proposé le même jour à la validation des peuples par référendum. Ce projet, ce sera notre vision, fondé sur l'économie du Partage : rien moins qu'un changement des règles du capitalisme.
- L'écologie, le Partage juste des richesses environnementales, doit être, à égalité avec l'Économie du Partage, le deuxième volet de cette discussion, avec une défense intransigeante des normes sociales et environnementales, ce qui amène, en préalable, à récuser le mécanisme de pactes commerciaux assortis de règles d'arbitrage non maîtrisées par les volontés souveraines.
- On ne peut négocier pays par pays le projet européen : le statut proposé au Royaume-Uni doit être un statut standard pour tout pays voulant demain quitter l'Union Européenne, une fois pour toute. C'est par rapport à nous même que nous devons nous définir. Ce statut pourra être proposé demain à des pays méditerranéens.

- **L’Afrique, notre risque et notre chance, doit devenir un projet positif. Toutes les forces de coopération européennes doivent y être engagées avec une priorisation totale :**
  - **Par une Banque Publique euro-africaine tournée vers les projets privés, rivée à un réseau puissant d’écoles de commerce et d’ingénieurs, assortis des diplômes unifiés et reconnus, inspirées par l’économie du Partage.**
  - **Une Sécurité Sociale Africaine cofinancée avec l’Union Européenne, afin de stabiliser les sociétés est le remède le moins coûteux à une gestion impossible des flux dans les vingt ans qui viennent ; elle sera combinée à un réseau de centres de santé.**
  
- **L’Europe doit s’émanciper par rapport aux Etats-Unis dans un dialogue rééquilibré, en proposant au monde un modèle alternatif au modèle anglo-saxon : celui de l’économie du Partage. Il doit être discuté avec la Chine, et le reste du monde. Le capitalisme est à la croisée des chemins.**
  
- **Dans ce chemin sur l’indépendance politique de l’Europe, la France a une carte à jouer et une prérogative à mutualiser : la France, désormais seul pays de l’Union Européenne membre permanent du Conseil de Sécurité de l’ONU, tout en conservant strictement ses prérogatives, doit s’obliger à se réunir régulièrement avec les pays membres de l’Union, avant chaque vote important et dépôt de résolution au Conseil de Sécurité, dans un échange de vue.**
  
- **De même, la France sur l’OTAN doit revenir à ses fondamentaux : sortir de l’intégration de commandement s’il n’était pas reconnu dans les deux ans un pilier européen de défense intégré. Car la parole de la France doit redevenir libre, mais partagée dans l’Europe, pour donner sens à un interventionnisme militaire porté aujourd’hui sans un véritable projet politique.**

**DANS UNE ECONOMIE ET UNE SOCIETE DU PARTAGE  
LE PROJET EST D’ABORD PARTAGÉ**

**FAITES VIVRE ET ENRICHISSEZ CE PROJET**

**REJOIGNEZ-NOUS !**

**Sur Facebook [PASSERIEUX2017](#)**

**Par email [contact@passerieux2017.fr](mailto:contact@passerieux2017.fr)**

**#RP2017**